

Des assises pour quoi faire ?

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

20 octobre 2017

La Guadeloupe a vu ouvrir lundi 16 octobre, des assises destinées – on suppose – à insuffler un nouvel élan à son développement économique et social. Ce ne sera que la troisième session de réflexion, et autres réunions grand format. Celle de Paris en 1996 sous la présidence d'Alain Juppé alors Premier ministre, et la plus récente de 2010, n'ont pas été suivies de résultats probants. Sinon pourquoi en organiser une autre ? Le nombre conséquent d'élus absents à l'ouverture de ces assises indique leur scepticisme. Les deux parlementaires, les trois maires et la présidente du conseil départemental, qui eux se sont déplacés, n'ont pas montré un enthousiasme débordant. Le diagnostic est établi depuis longtemps. La Guadeloupe souffre d'un retard de développement par rapport à l'Hexagone, que ni la départementalisation ni la décentralisation n'ont réussi à combler.

Quelles sont les causes d'un tel décalage ? C'est une vraie question à laquelle nous commencerons à répondre lorsque nous éviterons de rabâcher ces lieux communs : l'éloignement, l'étroitesse du territoire et du marché, ou encore le coût des matières premières etc. L'État et les élus devront cesser de se renvoyer la balle, étant entendu, que chacun dans l'histoire peut prendre sa part de responsabilité. Les trois dossiers qui font régulièrement les Guadeloupéens grincer des dents, le transport, l'eau et les déchets sont des exemples criants. L'État a choisi dès le départ de confier cette mission de service public à des privés qui ont instauré dans le pays le concept de transport en commun, alors que dans l'Hexagone, l'État finançait des réseaux de transport publics : trains, métro, tramways, bus publics. Ce choix qui n'est pas financièrement neutre a ruiné toute idée de transport public en Guadeloupe. Au point où, chaque Guadeloupéen, le plus modeste soit-il, est condamné à acquérir une automobile. Pour le plus grand bonheur des concessionnaires qui se veulent exclusifs.

L'eau est aux yeux de nombreux Guadeloupéens un feuilleton angoissant. Sans suspense. Les élus ont dit qu'ils sauraient faire.

Ils n'ont pas encore réussi à le démontrer. Il est vrai que la multinationale qui quitte la place, leur a laissé un réseau gruyère. Cela n'explique pas tout. Enfin le traitement des déchets est l'exemple même qui place les élus face à leur incohérence. Le Syvade est montré du doigt à cause de son extrême difficulté à réaliser un projet de traitement des déchets. Il est en procès avec une multinationale espagnole gloutonne qui veut lui faire rendre gorge. Et chacun de crier haro sur le baudet ou de ricaner. Question : combien de communes adhérentes refusent encore de payer leurs dettes au Syvade ?